

CHAPITRE PREMIER

L'INTERVENTION FRANÇAISE A CASABLANCA

Aperçu de la situation politique de la France au Maroc - Massacre et pillage de Casablanca (juillet 1907) - Ses causes - Une intrigue marocaine - Arrivée du *Galilée* - Débarquement de marins - L'enseigne Ballande et le guet-apens de la Douane - Bombardement de la ville - Arrivée des forces navales et des troupes du général Drude - Occupation de la ville - Les camps.

L'INTERVENTION de nos troupes à Casablanca a été motivée par le drame survenu devant cette ville le 30 juillet 1907 et qui coûta la vie à plusieurs ouvriers de l'entreprise française chargée des travaux du port; mais ce pénible incident n'était que le dernier d'une série où certains de nos nationaux avaient eu à subir les effets du fanatisme et de l'hostilité des Marocains sans que fit le nécessaire pour les protéger un Gouvernement impuissant et peut-être complice.

Le drame du 30 juillet ne fut donc pas l'effet du hasard, mais le résultat d'une évolution toute naturelle : l'Arabe, qu'il soit Marocain ou Algérien, a dans son cœur une haine profonde pour l'étranger, le « Roumi », en qui il voit l'ennemi de sa religion, de sa race. Si une influence quelconque, un événement vient attiser ou réveiller sa haine, il attaque alors, sans souci des conséquences qui peuvent en résulter; c'est ce qui advint à Casablanca. Mais pour se rendre compte de la portée de cette attaque, il convient de rappeler en quelques mots quelle était la situation de la France vis-à-vis du Maroc, le jour où le choc sanglant se produisit.

À la suite des nombreux délits ou des crimes commis depuis plusieurs années à l'égard de Français sur le territoire marocain, le Maghzen, pour répondre aux demandes multipliées de répression ou de réparation, avait signé avec la France les accords de 1901 et 1902. S'appuyant sur ces accords, la France avait conclu en avril 1904 avec l'Angleterre, et en octobre de la même année avec l'Espagne, deux conventions qui permettaient d'espérer une solution conforme à nos légitimes intérêts. Ces deux puissances, les seules, semblait-il, qui auraient pu nous faire de l'opposition, reconnaissaient la prédominance de nos droits, due à notre situation en Afrique, en particulier à la proximité de l'Algérie. Le Maghzen lui-même paraissait se prêter à notre collaboration.

En janvier 1905, la mission française, ayant à sa tête M. Saint-René Taillandier, ministre de France, s'était rendue à Fez, avec un programme qui n'était autre que celui que la France poursuivait depuis 1901 dans l'intérêt de toutes les puissances en relations commerciales avec le Maroc, et qui comprenait, entre autres réformes, le rétablissement de l'ordre par l'organisation de l'armée; l'assainissement de la situation monétaire par la création d'une banque; l'aménagement de certains ports, etc.

Sur ces entrefaites, le Gouvernement allemand fit parvenir à la connaissance du Gouvernement français qu'il ne se trouvait en rien lié, relativement au Maroc, par les accords franco-anglais et franco-espagnol, qu'il prétendait ignorer. La presse allemande s'empara de l'affaire; l'empereur d'Allemagne se rendit à Tanger (31 mars 1905), pour proclamer que le Sultan est un « souverain indépendant ». Le conflit était virtuellement ouvert ! La

conversation cependant continua entre la France et l'Allemagne; elle menaçait de s'éterniser ou plutôt de se terminer par un éclat, lorsque le Sultan eut l'inspiration d'inviter les puissances signataires de la convention de Madrid de 1880 à une Conférence, pour y délibérer sur les réformes projetées par S. M. Chérifienne, réformes qui seraient à introduire au Maroc, ainsi que sur les moyens nécessaires pour les accomplir.

Le Gouvernement allemand accepta d'emblée le principe de cette Conférence et le Gouvernement français s'y rallia le 8 juillet. La Conférence d'Algeciras a fait assez de bruit pour que l'écho en soit resté dans toutes les mémoires. Rappelons que les négociations de nos délégués et l'appui de solides alliances y sauvegardèrent nos intérêts économiques et nos créances. L'Europe, entre autres, stipulations, donnait à la France: 1° le mandat de surveiller les recettes des douanes marocaines, dont 60 pour 100 devaient gager un emprunt consenti par les capitalistes français; 2° celui d'assurer, concurremment avec l'Espagne, la sécurité autour des ports marocains ouverts.

C'est à Casablanca que le premier détachement de police devait être installé. Jamais la France n'eut cependant sur Casablanca des visées plus directes que sur les autres ports du Maroc occidental. Sa pénétration au Maroc semblait même devoir se faire sur un tout autre point, par la commune frontière algérienne, et des essais de pénétration par la mer, aussi, bien des Français que des Portugais, avaient subi autrefois de sanglants échecs. Par contre, notre influence, s'avançant peu à peu par l'ouest de la province, d'Oran, un chemin, direct devait nous mener. à Fez, et Mequinez, par Oudjda et Taza, en franchissant la Moulouya; une voie ferrée, dès longtemps amorcée, montrait cette route de laquelle le respect du traité d'Isly semblait écarter les compétitions européennes. Des marchés-frontières réunissaient Algériens et Marocains, cependant que les rails, déjà poussés à Aïn-Sefra en 1881, atteignaient Djenien-Bou-Resg, puis Colomb-Béchar, et. que Figuig, Igli, Beni-Abbès devenaient les points d'appui de notre police mobile. Mais, sans bruit, la diplomatie ouvrait peu à peu les débouchés marocains du littoral atlantique et il nous fallut bien, sous peine de nous voir distancés sur ce point, y transporter nos efforts.

La Conférence d'Algeciras nous en donnait le droit; nos intérêts, nos moyens d'action, notre expérience des choses et des gens de l'Islam, qualifiaient notre nation plus que toute autre pour tenter l'entreprise; mais cette Conférence eut l'inconvénient grave de faire voir aux Marocains que l'Europe n'était pas très fortement unie dans la lutte dont leur pays était l'enjeu ; elle leur fit croire notamment que l'Allemagne désapprouvait notre intervention et qu'ils auraient en elle une alliée toujours prête à l'empêcher.

Pour les amener à résipiscence, il fallut plusieurs preuves de notre fermeté. Devant l'impéritie et l'inertie du Maghzen, devant son refus persistant d'exécuter les accords, de protéger nos nationaux assassinés ou molestés sous les yeux de ses agents (attaque de la mission hydrographique du lieutenant de vaisseau Dyé, assassinat de M. Charbonnier à Tanger, agression contre M. Lassallas à Marrakech, M. Sonin à Oudjda, M. de Gironcourt à Fez en 1906), le Gouvernement français ne pouvait, en effet, sans faire aveu de faiblesse, renoncer à sa politique et au respect de ses droits.

Une démonstration navale fut faite devant Tanger (novembre 1906) avec l'assentiment des puissances signataires de l'acte d'Algeciras et plus tard, après l'assassinat du Dr Mauchamp à Marrakech (19 mars 1907) sur le refus du Maghzen de rechercher et punir les coupables, Oudjda fut occupée sans coup férir par une colonne imposante de façon à prévenir toute possibilité de résistance. L'occupation d'Oudjda par voie de représailles convainquit enfin le Maghzen que nous savions nous faire respecter et il promit de donner satisfaction à toutes les demandes que nous avions formulées; mais il perdait ses illusions trop tard. L'insubordination de ses sujets était trop grande; il ne put l'enrayer, et le 30 juillet 1907, devait avoir lieu le

massacre de Casablanca autorisé tacitement par un pacha incapable et de mauvaise volonté, dont les Européens avaient demandé à plusieurs reprises le déplacement.

Casablanca est le port le plus important de la côte ouest du Maroc et sa population était évaluée, en 1907, à 30 000 habitants, dont 1 000 Européens et 6 000 Juifs. La population musulmane est essentiellement bédouine; l'élément arabe lettré, poli, élégant, n'y est guère représenté que par quelques fonctionnaires et quelques commerçants originaires de Fez, Tanger, Tetouan ou Rabat. Le gros de la population est recruté parmi les tribus voisines, les Mediouna, les Zenata, les Oulad Harriz. Les plus sédentaires forment les artisans et les boutiquiers; les autres constituent une population flottante de manoeuvres, d'ouvriers et de chameliers dont les éléments sont restés en contact intime et permanent avec les tribus; ce qui explique la facilité avec laquelle les émissaires de toutes ces agglomérations turbulentes ont pu réussir à les exciter contre les étrangers.

La prospérité de Casablanca (Dar El-Beida, en arabe) lui vient de sa rade, d'ailleurs mal abritée, car elle est entièrement exposée aux vents du Nord et du Nord-Ouest, mais assez profonde pour recevoir les grands navires à un mille ou un mille et demi (2 à 3 kilomètres) de la côte. L'embarquement et le débarquement des voyageurs et des marchandises s'opèrent à l'aide de barcasses d'un faible tirant d'eau, pouvant pénétrer dans une petite anse, creusée par les vagues dans la bordure rocheuse de la côte : c'est le port proprement dit. Toutefois par les gros temps, surtout en hiver, les mouvements se trouvent souvent interrompus par la présence d'une barre énorme qui se forme à un mille de la cote sous l'action du vent et qui empêche absolument toute communication, mais rarement pendant plus de trois à quatre jours consécutifs, alors qu'à Larache, à Rabat et à Safi cette situation dure des semaines et quelquefois même des mois entiers.

La ville est entourée de hautes murailles blanches, flanquées de grosses tours carrées et percées de quatre portes : Bab es-Souk, Bab Marrakech, Bab Rhea, Bab el-Mersa; Cette dernière fait communiquer le port avec la Douane et c'est sous sa voûte que se déroula le drame du 5 août 1907. Quelques unes des tours de défense et deux bastions faisant face à la mer étaient armés de vieilles pièces d'artillerie servant à saluer l'arrivée d'une lettre chéri-fienne ou d'un vaisseau de guerre européen, mais ne pouvant plus en imposer aux tribus voisines. Casablanca se compose de trois parties: la Medina, où habitent les Européens et où se trouve le commerce; le Mellah, quartier juif, et enfin le Tnaquer habité surtout par l'indigène. En dehors des murs de la ville, du côté de Bab Marrakech, existe tout un amas de huttes, de tentes abritant la population nègre.

Comment, Casablanca devint-elle le foyer de l'insurrection ? D'une manière très naturelle. Aux causes d'ordre général dont nous avons parlé plus haut, et qui maintenaient en effervescence continue tous les indigènes, vinrent s'ajouter des causes locales qui précipitèrent les événements.

Les tribus Chaouïa voisines de Casablanca, qui ne reconnaissaient que nominale-ment l'autorité du Maghzen, s'émurent des réformes que le sultan Abd el-Aziz voulut introduire dans la douane des ports conformément à l'accord de 1904. Convenablement travaillées par des caïds intéressés, elles ne tardèrent pas à élever de vives protestations au sujet de l'emploi de fonctionnaires français pour le contrôle de la douane, réforme qui allait faire disparaître une source de bénéfices clandestins, soit pour les fonctionnaires marocains, soit pour les commerçants peu scrupuleux qui voyaient dans la corruption un des moyens les plus efficaces du gouvernement du Maghzen.

Les travaux du port de Casablanca étaient également l'objet de leurs inquiétudes. En 1906, une société française, la maison Schneider du Creusot, obtint la concession de ce port. Les travaux commencèrent en mars 1907 et des Européens de diverses nationalités,

particulièrement des Français et des Espagnols, y furent employés. Pour faciliter la construction de la jetée et le transport des matériaux et blocs de pierre, il fallut établir un petit chemin de fer à voie étroite qui, longeant la mer, allait aboutir à une carrière située à 1 500 mètres de la ville entre le cimetière arabe de Sidi Belyoute et l'Aïn Mahzi. Ce chemin de fer troubla la quiétude musulmane et réveilla le fanatisme des Chaouïa. Pour eux, cette voie étroite, construite en apparence afin de faciliter les travaux du port, était l'amorce d'un grand chemin de fer de pénétration destiné à violer un jour les mystères du Mag'rib.

Une intrigue marocaine devait mettre le feu aux poudres. El Hadj Hammou, caïd des Oulad Harriz, fils de l'ancien gouverneur de Dar el-Beïda, était irrité de ne pas avoir succédé à son père et d'avoir été remplacé par Si Bou Beker ben Bouzid. Il conçut le projet de créer, avec l'aide des tribus, des troubles graves dirigés surtout contre les étrangers, de façon à mettre en relief l'incapacité de son rival et d'indisposer contre lui le Sultan, embarrassé d'une complication nouvelle. Une seule autorité, celle de Mouley el-Amine, oncle du Sultan, commandant la mehalla de Casablanca, aurait pu s'interposer entre lui et son rival; mais que pouvait ce vieillard de soixante-dix ans, sans ressources et facile à convaincre, contre le fils d'El Hadj Hammou, actif, ambitieux et jouissant d'une grande fortune ? Bou Beker, du reste, soit par calcul, soit par indifférence, parut seconder les projets de son rival; il ne sut ou ne voulut pas résister aux injonctions des tribus qui, travaillées par El Hadj Hammou, allaient bientôt se jeter sur Casablanca, objet continuel de leurs convoitises. Les Chaouïa, en effet, révoltés contre le Maghzen, riches des sommes considérables qu'ils auraient dû lui payer comme impôt, avaient accru rapidement leur puissance militaire par l'achat de chevaux, de munitions et de fusils à tir rapide. Très mal disposés envers les chrétiens, ils considéraient bientôt les Français comme leurs ennemis particuliers, surtout lorsqu'ils virent le commencement des travaux du port et l'établissement d'un poste de télégraphie sans fil. Aiguillés par les prédications du sorcier Ma el-Aïnine, excités par les appels pressants d'El Hadj Hammou, fiers de leur force et de leur indépendance, cavaliers brillants et infatigables, tireurs habiles, ils brûlaient du désir de piller la ville et de chasser les Européens.

Le 28 juillet 1907, une délégation des tribus se présenta devant le pacha Sidi Bou Beker et lui demanda la suppression des contrôleurs français de la douane, l'arrêt immédiat des travaux du port et la destruction du chemin de fer. Embarrassé, Si di Bou Becker répondit que les travaux avaient été ordonnés par le Sultan et il demanda à réfléchir jusqu'au lendemain, promettant de réunir dans la journée les notables de la ville et d'étudier avec eux la situation. Les indigènes, déçus et furieux, résolurent d'envahir la ville, de la purger de toute puissance européenne et de piller le quartier juif, ce Mellah qu'ils considéraient comme une proie susceptible de leur fournir toutes les compensations à leurs déboires.

Le 30 juillet, la délégation manqua le rendez-vous du Pacha. Le drame s'annonçait. L'agitation naît dans la ville; des groupes se forment; on discute; un crieur public qui se dit marabout, escorté d'un nègre à cheval, parcourt la ville, prêchant la guerre sainte et vomissant l'anathème contre les chrétiens. Un jeune Portugais, témoin du fait, s'étant permis au passage du marabout de hausser les épaules, le nègre à cheval lui assène un coup de hachette, qui, contre toute attente, ne le blesse que peu grièvement.

Le Consul de Portugal, informé, se rend aussitôt chez le Consul d'Angleterre, doyen du Corps consulaire en l'absence de notre Consul, M. Malpertuis, en congé en France. Le consul d'Angleterre réunit aussitôt tous ses collègues et une réclamation collective, avec une demande d'audience, est adressée d'urgence à Sidi Bou Beker. L'entrevue est fixée à deux heures. Peut-être dénouera-t-elle la situation ? Malheureusement les événements vont se précipiter et le sang va couler.

Des Marocains de la ville, des indigènes en contact journalier avec les Européens, se

promenaient dans les carrières d'où les pierres de la jetée étaient extraites. Tout à coup, on les vit accumuler sur les rails de gros blocs de pierres pour empêcher la locomotive et le train de gagner le port. Un ouvrier européen s'approcha des indigènes et leur reprocha leur attitude. Menacé par eux, il prit la fuite ; poursuivi, il fut assommé à coups de pierres. À ce moment, le train descendait vers le port et, devant l'amas de pierres disposées sur la voie, le mécanicien fut obligé d'arrêter sa machine. Immédiatement entouré par la foule menaçante, il succomba sous une grêle de pierres et de coups de poignard. Dans le train se trouvaient quelques ouvriers et contremaîtres qui tentèrent de fuir voyant le sort qui leur était réservé; rejoints aussitôt, ils succombèrent les uns après les autres sous la fureur exaspérée des Marocains ivres de sang. Trois Français, trois Espagnols, trois Italiens tombèrent ainsi, victimes du fanatisme musulman. Quand la tuerie fut achevée, quand les corps ne formèrent plus qu'un amas de loques et de bouillie sanglantes, la fureur de ces brutes se tourna contre la machine et le matériel. Tout fut rapidement détruit et un bûcher fut allumé sous la carcasse métallique qui résistait à tous les efforts.

Le Dr Merle, médecin attaché au Consulat français, avait, du haut de sa terrasse, assisté aux terribles scènes de la plage et, impuissant, avait dépêché un envoyé au Corps consulaire, réuni chez le Pacha.

À la véhémence apostrophe des Consuls, Sidi Bou Beker répondit qu'il était sans moyen, n'ayant pas de cartouches à distribuer à ses soldats; cependant, devant l'énergique attitude du vice-consul de France, il promit non seulement d'armer ses hommes, mais aussi de les envoyer le long de la voie ferrée pour arrêter l'élan sauvage des fanatiques et ramener les corps des malheureuses victimes.

Accompagné de quatorze Français sans armes et escorté de dix soldats du Maghzen, le Dr Merle se rendit alors sur la plage pour faire les constatations et pour veiller au transport des corps. Le spectacle qui s'offrit à leur vue provoqua de leur part un geste d'indignation. Les soldats du Maghzen, le prenant pour eux, couchent en joue la petite troupe de Français pendant que la populace s'armait de pierres. Heureusement les Français, maîtres d'eux-mêmes, demeurent impassibles, reculent prudemment et, sous une grêle de projectiles, viennent se réfugier au Consulat français.

Pendant que se succédaient ces événements, la rumeur croissait dans la ville. Par les portes de Marrakech et de Bab es-Souk, les gens des tribus qui entouraient la ville et que nulle autorité ne bridait, ne cessaient de s'y jeter, faisaient prisonnier le Pacha et semaient partout la terreur. Les Européens, de leur côté, inquiets des suites du drame, se réfugiaient dans leurs consulats, tandis qu'une troupe de forcenés se jetait dans le Mellah et molestait les Juifs. Tout l'après-midi, les femmes arabes sur les terrasses poussèrent des you-you joyeux, acclamant le départ des chrétiens.

En rade se trouvait le *Mogador* en partance le soir même. Le chargé d'affaires du Consulat pria le Dr Merle d'y monter et de se rendre à Tanger afin d'exposer les événements au Ministre de France; puis, grâce à ses vives insistances, il obtint du Pacha une garde d'Askris pour le Consulat. Mais devant la sympathie très nette des Askris pour les émeutiers, le personnel du Consulat fut armé et le poste retiré.

Cette mesure n'était pas faite pour rassurer les esprits: dans la ville, la situation était toujours menaçante. Aussi la colonie française demanda-t-elle à se réfugier sur un bâtiment qui croisait au large. Sur les instances du Consulat de France, appuyé par le Consul d'Angleterre, le Pacha consentit à fournir une escorte pour accompagner au port la colonie française.

L'embarquement s'opéra sans graves incidents à bord d'un cargo-boat anglais. C'est alors que l'oncle du Sultan, Mouley el-Amine, commandant la mehalla chargée de rétablir l'ordre dans

la région, fortement impressionné par des événements qui mettaient en cause la responsabilité du Maghzen, tenta d'intervenir pour calmer les esprits. Il demanda au consul de France l'autorisation de prendre le commandement des troupes dans l'intérieur de la ville et l'informa de son intention de destituer le Pacha et de le remplacer par le caïd des Oulad Harriz, el Hadj Hammou, en attendant les ordres du Sultan. Cette proposition fut acceptée par le Corps consulaire.

Le 31 juillet, le Ministre de France à Tanger, informé des événements par l'arrivée du Dr Merle, avait télégraphié à Paris et donné l'ordre au croiseur *Galilée*, commandant Ollivier, qui se trouvait sur rade, d'appareiller pour Casablanca. C'est le lendemain 1^{er} août que le *Galilée* arriva en vue du port; il se mit aussitôt en communication avec le Consulat qui décida d'assurer la protection de la colonie européenne à l'aide de postes de matelots. Toutefois leur débarquement ne devait avoir lieu qu'après entente avec le Corps consulaire et au signal donné par la vigie du Consulat français.

Mais l'autorisation du Corps consulaire ne vint pas, les Consuls estimant à l'unanimité que si les troupes françaises débarquaient en ce moment en nombre insuffisant, ce serait le signal d'un massacre général des Européens. Le Pacha reçut toutefois l'ordre de débarrasser sans délai le chemin qui mène des Consuls à la Marine des gens armés des tribus qui l'occupaient depuis deux jours et il était en même temps avisé qu'à la moindre alerte mettant en danger réel la vie de nos concitoyens, le *Galilée* recevrait l'ordre de bombarder la ville. Ces décisions, approuvées par tout le Corps consulaire, étaient conformes à celles données par le Ministre de France à Tanger, qui estimait que le croiseur ne pouvait opérer un débarquement avec ses seules forces. Elles produisirent une impression salutaire sur les autorités marocaines et le soir même le Pacha prenait ses dispositions pour purger la ville des gens des tribus. Du 2 au 4 août, une accalmie se produisit, le calme et l'ordre se rétablirent dans la ville : Mouley el-Amine, se substituant à Sidi Bou Beker, priva les tribus de leur docile instrument, plaça des postes dans les rues et épura la ville. Les Européens commencent à respirer : ils sortent et évitent les rassemblements, mais la vie est pleine d'incertitude et d'émotion. Ne sont-ils pas à la merci d'un événement ?

Alors, sur la demande du vice-consul de France, rentré de congé le 2 août, le commandant Ollivier fait débarquer en secret dix matelots du *Galilée* commandés par l'enseigne Cosme pour assurer la garde du Consulat; les armes et les munitions emballées dans des caisses portant l'étiquette « conserves » sont également amenées à terre. Cette protection était illusoire sans doute, mais elle affermissait la confiance de toute la colonie française, tandis que le *Galilée*, immobile sur rade, attendait avec impatience le moment d'agir, ne demandant qu'à se couvrir de gloire avant l'arrivée des forces navales. Mais, d'accord avec l'autorité française, il avait à assurer la sécurité de nos nationaux et non à exercer la répression; or cette sécurité était assurée et garantie par Mouley el-Amine, de qui le Consulat affirmait la bonne foi. Pourquoi alors vouloir agir, vouloir débarquer malgré les instructions formelles du Ministre de France à Tanger, malgré la décision prise par le Corps consulaire ? Le vice-consul de France employa toute son énergie et toute son autorité pour obtenir du *Galilée* que les engagements pris ne fussent pas violés sans raison; mais les événements devaient être plus forts que sa prudence...

Dans la nuit du 4 août, vers onze heures, le Consulat reçut inopinément du commandant Ollivier la dépêche suivante: « Au lever du jour, une escadre mouillera devant Casablanca et des forces imposantes débarqueront aussitôt. Il est urgent de prévenir Mouley el-Amine qu'au premier coup de feu tiré, la ville sera bombardée. »

Le *Du Chayla*, envoyé pour prêter appui au *Galilée*, se trouvait à ce moment à hauteur du cap Spartel; par la télégraphie sans fil il était entré en communication avec le *Galilée* et lui avait

adressé une dépêche qui fut transmise inexactly ou incomplètement au Consulat. Vers onze heures le *Galilée* fut informé que le *Du Chayla* ne formait qu'une extrême pointe et qu'une escadre sérieuse, apportant des forces imposantes, le suivrait à 24 ou 48 heures.

Le *Galilée* força donc en quelque sorte la main au Consul. Le débarquement étant ainsi décidé, le Consul de France en avisa officiellement ses collègues étrangers et Mouley el-Amine; ce dernier fut invité en outre à laisser ouverte la Porte de la Marine et à veiller à ce que tout se passât dans l'ordre le plus parfait, qu'aucune goutte de sang ne fût versée, s'il ne voulait pas voir bombarder la ville. Mouley el-Amine répondit aussitôt que les portes seraient ouvertes et que personne ne s'opposerait à l'entrée des marins français dans Casablanca. Au Consulat, tout le monde veille, tout le monde, dès l'aurore du 5 août, guette du haut du mirador l'arrivée des renforts; mais rien n'apparaît à l'horizon ! Soudain, comme cinq heures du matin sonnent, se détachent du *Galilée* trois canots portant soixante-dix matelots sous les ordres de l'enseigne Ballande. Le débarquement s'effectue lentement à cause de la marée basse et tout paraît aller bien. L'enseigne Ballande prend la tête du détachement guidé par l'interprète du Consulat et se dirige vers la porte de la Marine. Au moment où la petite troupe de marins arrive, cette porte est subitement fermée par les Marocains; mais l'enseigne, qui a vu les deux panneaux de la porte sur le point de se rejoindre, donne un vigoureux coup d'épaules, repousse la porte et assure à ses hommes l'entrée de la ville. En même temps, une salve part d'un groupe de soldats marocains de garde à la porte, et l'enseigne Ballande reçoit une balle dans la main.

Les marins, furieux, s'élançèrent, baïonnette au canon, franchirent la porte qui avait cédé et, sous une grêle de balles, se dirigèrent par des rues étroites vers le Consulat de France, situé à 250 mètres de là, renversant tout sur leur passage. Quelles angoisses au Consulat lorsqu'on entendit la fusillade et les clameurs de la populace ! Comme il avait été convenu avec le *Galilée* en cas d'incident, le signal du bombardement fut donné. Et au moment où le détachement français atteignait le Consulat et s'y retranchait, les canons du croiseur commençaient à tirer, tandis que les coups de feu partaient de toutes les terrasses, menaçant les Consulats. Le bombardement couvre alors la ville tout entière de fer et de feu ! La kasbah, où se trouvent d'antiques canons, reçoit quelques obus, des maisons sont éventrées et l'incendie s'allume aux quatre coins de la ville: Au bruit du canon, les tribus qui se tenaient à proximité de la ville s'approchent et font tous leurs efforts pour y pénétrer malgré le feu que le *Galilée* dirige activement sur les groupes en formation.

La fusillade durait depuis trois heures, quand un parlementaire marocain se présenta au Consulat de France, porteur d'une lettre du Consul d'Angleterre, avisant le Consul de France que Mouley el-Amine le priait d'intervenir auprès de lui et le suppliait de faire cesser le feu dirigé sur la ville. Le conflit, disait l'oncle du Sultan, avait été provoqué par les hommes de garde à la Douane; la populace était maîtresse de la ville, et il ajoutait qu'il s'en remettait aux Français du soin de rétablir la sécurité.

Pendant ces pourparlers, le croiseur *Du Chayla*, tenu au courant des événements par la télégraphie sans fil du *Galilée*, arriva sur rade et ouvrit immédiatement le feu avec des obus à mélinite sur une batterie du port qui venait de tirer et sur les cavaliers des tribus qui gagnaient la ville. Le consul de France déclara alors à Mouley el-Amine qu'il ne prendrait une décision qu'après le débarquement des renforts amenés par le *Du Chayla*.

À midi la compagnie de débarquement de ce croiseur, ayant à sa tête le lieutenant de vaisseau Dupetit-Thouars et accompagnée du commandant Mangin, chef de la police franco-espagnole, reçut l'ordre de gagner le Consulat de France. Le débarquement se fit sur les rochers de la plage de Sidi Belyoute, sous la protection des canons des croiseurs et des pièces de 37 des embarcations; les matelots pénétrèrent en ville par les fenêtres du Consulat du Portugal, tandis

que du haut des terrasses du Consulat de France, les marins du *Galilée* les protégeaient de leurs feux. Vers trois heures, arriva la canonnière espagnole *Alvaro de Bazan*, qui débarqua par le même chemin un détachement de trente marins pour occuper le Consulat d'Espagne. Enfin, dans la soirée le croiseur *Forbin* arrivant des Açores, mouillait sur rade, salué par les acclamations de la colonie européenne réfugiée à bord d'un vapeur anglais.

Ce secours inattendu, dû à la Télégraphie sans fil, émerveillait ces malheureux qui voyaient surgir de l'horizon un secours sur lequel on ne comptait pas. Ce croiseur, en effet, rappelé des Açores par un câblogramme du ministre de la Marine à la suite des événements du 30 juillet, se trouvait à 160 milles de Tanger quand il apprit par la T. S. F. le débarquement du *Galilée* et le bombardement de Casablanca.

Le 6 août, au matin, la Compagnie de débarquement composée de 45 hommes, sous les ordres de l'enseigne de vaisseau Berry, fut mise à terre et, sous le feu de mousqueterie des Marocains, escalada crânement le mur du consulat de Portugal pour rejoindre ensuite au consulat de France les détachements du *Galilée* et du *Du Chayla*.

Le commandant Mangin organisa la défense de la ville et, à l'aide de détachements de marins des croiseurs, assura la garde des Consulats. La ville étant aux mains des pillards, toute la journée on tira; le *Galilée*, le *Du Chayla*, le *Forbin* ne cessèrent d'inonder de leurs obus les abords de la ville où se trouvaient concentrées les forces des tribus, et les flammes achevèrent bientôt dans l'intérieur des murs l'oeuvre des obus et des pillards¹. Mouley el-Amine, lui-même, que ni sa parenté, ni son rang ne protégeait, demanda des armes pour sa propre défense. Un drame sanglant se déroulait dans les profondeurs de la ville livrées à des hordes de bandits que la haine de l'étranger, attisée par des meneurs, l'appât d'une cité riche et un immense désir de butin avaient jetés contre ses murs. Pendant deux jours, la ville fut dévastée, brûlée, mise à sac, les habitants tués ou emmenés prisonniers; les gens des tribus s'étaient rués sur la ville, entreprenant le pillage en règle, rue par rue, maison par maison, sans distinguer les Juifs et les Arabes des Européens; une atmosphère de sang et de mort planait sur la ville et l'incendie complétait l'oeuvre de destruction; les deux tiers de la ville furent détruits. Le 7 août, Casablanca était vide de tous ses habitants; il ne restait plus rien à voler, à violer, à tuer. La fureur de ces brutes se tourna alors contre les Européens, les Consulats furent attaqués et ne purent être dégagés qu'au prix d'énergiques et vigoureuses sorties de nos marins. Telle était la situation le 7 août au matin, lorsque parut à l'horizon l'escadre qui amenait les troupes envoyées d'Algérie. En effet, dès les premières nouvelles, le Gouvernement français s'était empressé de prendre les mesures que nécessitaient d'aussi graves événements. Des ordres étaient donnés pour l'envoi à Casablanca de forces navales et terrestres.

Les forces navales, sous le commandement de l'amiral Philibert, devaient comprendre quatre croiseurs cuirassés, la *Gloire*, le *Gueydon*, le *Dupetit-Thouars*, le *Condé* s'ajoutant aux trois croiseurs le *Galilée*, le *Du Chayla* et le *Forbin*. Les forces terrestres devaient se composer d'une brigade d'environ 2 000 hommes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie du 19^e corps d'armée, placée sous les ordres du général Drude et comprenant 1 bataillon du 1^{er} tirailleurs algériens; 1 bataillon du 2^e tirailleurs algériens; 1 escadron du 1^{er} spahis, 1 batterie de montagne du contingent algérien, 2 sections de mitrailleuses.

Toutes ces dispositions étaient prises d'accord avec le Gouvernement espagnol, qui décidait d'envoyer également des navires de guerre et des troupes pour coopérer avec les troupes françaises au maintien de l'ordre et au châtement des coupables. Les puissances signataires de

¹ Au bout de trente-six heures d'alertes et de veilles continuelles, les soutes de chacun des croiseurs s'étaient vidées de plus de 600 coups de canons de 14 centimètres et de 47 millimètres.

l'acte d'Algeciras, mises au courant des faits, avaient approuvé les mesures de répression prises par la France et l'Espagne, chargées conjointement par l'acte d'Algeciras de l'organisation de la police à Casablanca.

Le général Drude, qui venait de recevoir le commandement de l'expédition, était, depuis quelques semaines, à la tête de l'une des brigades de la division d'Alger. Il avait l'expérience des expéditions coloniales, ayant fait successivement celles du Tonkin, du Dahomey et de Chine comme officier des tirailleurs algériens. Il avait commandé à Blida le 1^{er} régiment de cette troupe d'Afrique et c'est en cette qualité qu'il avait récemment été promu brigadier.

À une heure de l'après-midi, sous la protection des canons des croiseurs, le débarquement s'opéra sans incident sur la plage de Sidi Belyoute; à partir de ce moment, la colonie européenne cessa de craindre pour sa sécurité. Le général Drude prit aussitôt possession de la ville, fit occuper toutes les portes et chasser les pillards que la vue des troupes n'avait pas fait fuir. De ce jour, Casablanca la blanche ne fut plus habitée que par la mort. Les troupes françaises établirent leur bivouac au sud de la ville et à 400 mètres des murs, à cheval sur la route de Marrakech; un bataillon d'infanterie à gauche entre l'oued Bou Skoura, la route de Marrakech et la route de Mediouna, forme le camp n°2; un bataillon et la cavalerie entre la route de Marrakech et le fondouk du Barbier, forme le camp n°1, face au sud-ouest. L'artillerie est répartie dans les deux camps. Les sections de mitrailleuses sont l'une sur la terrasse du fondouk du Barbier, une deuxième dans le camp n°2 et une troisième sur la terrasse d'une ferme arabe entre les deux camps. Après le combat du 18 août, une compagnie fut détachée pour occuper défensivement le cimetière de Sidi Belyoute et surveiller la piste de Rabat; ce fut le point d'appui de gauche séparé des camps par de nombreux jardins. Le 20 août le camp n° 1 fut renforcé par un bataillon du 1^{er} étranger.

Le 24 août arrivèrent le goum algérien et un deuxième bataillon du 2^e tirailleurs, celui-ci s'installa : deux compagnies en arrière du camp n°1 face au nord-ouest et face aux jardins; les deux autres compagnies et la section de mitrailleuses dans une ferme à 800 mètres au nord-ouest du camp n°1, sur la piste d'Azemmour. Ce fut le point d'appui de droite. En arrière et à droite, à 400 mètres des murs de la ville, était le camp espagnol qui ne fut occupé que fin août. Les deux bataillons du 2^e étranger, qui arrivèrent le 1^{er} septembre, campèrent entre le fondouk du Barbier et le point d'appui de droite et formèrent le camp n°3. Les différents services, postes aux armées, trésor, intendance, vivres, fourrages, s'établirent près de la porte Bab es-Souk dans de vastes fondouks.

Une ambulance fut installée dans un fondouk, près du camp n°2; une autre, à l'intérieur de la ville, dans la maison d'un ancien gouverneur, près du Consulat d'Allemagne; et l'hôpital de campagne n°1 au milieu du Tnaquer, entre la porte Marrakech et Sour Djedid, Le terrain fut assaini et de vastes tentes-baraques abritèrent bientôt nos malades et nos blessés. En rade, le *Vinh-Long* servait en outre de vaisseau-hôpital; il pouvait hospitaliser deux cents hommes. Sur le mirador d'une propriété européenne située au nord du camp n°2, fut installé d'abord un poste de télégraphie optique pour communiquer avec le vaisseau-amiral, puis plus tard un poste de T. S. F. Enfin le quartier général s'installa dans le camp n°2. Cette répartition des troupes subsista jusqu'au mois de janvier 1908, à l'arrivée du général d'Amade.

Le camp en arc de cercle autour de la ville, ayant un front de 3 kilomètres, était bordé sur le front sud-est par l'oued Bou Skoura, formant un fossé de 2 mètres de large. Sur le front sud, quelques canaux d'irrigation seuls constituaient obstacle. Le camp n°1, jusqu'à la fin d'août, était appuyé à droite aux nombreux jardins entourant la ville vers l'ouest et où se glissaient de nombreux maraudeurs qui tenaient le camp en alerte continuelle. Cet état de choses ne cessa qu'à la création du camp n°3, le 2 septembre.

L'organisation défensive fut constituée par des tranchées pour tirailleurs assis, debout ou à

genou, qui entourèrent le camp sur toutes ses faces et dont le flanquement était assuré par les postes de mitrailleuses. Vers le Sud-Ouest, aucun obstacle, aucune crête ne limitait la vue; le seul point dangereux était le cours de l'oued qui, jusqu'au gué d'Aïn el Hadj el Arbi, est très encaissé.

Vers le Sud et l'Est, il n'en était pas de même. La première crête du Sahel dominait le camp à 1 500 mètres et constituait pour les Marocains une ligne d'attaque de premier ordre. Il eût fallu, pour assurer la sécurité du camp, l'occuper, sinon dès la première heure, du moins après le combat du 18 août. Il fallut l'engagement du 22 août pour montrer la nécessité impérieuse de s'y installer, et encore ne le fit-on que le jour et au moyen de quelques vedettes de spahis qui avaient l'ordre de se replier dès l'apparition de l'ennemi. À partir du 7 août, les troupes françaises se virent attaquer par les guerriers des tribus Chaouïa qui campaient dans un rayon de 10 kilomètres autour de Casablanca.

La période du 7 au 18 août fut consacrée uniquement à la défense du camp français que les Marocains attaquaient sans cesse de jour et de nuit. Il fallut aussi les déloger des cimetières, des villas et des jardins qui se trouvaient aux abords immédiats des murs, tandis que, dans l'intérieur de la ville, des patrouilles sillonnaient les rues, des corvées fouillaient les ruines, enlevaient les nombreux cadavres qui, mal carbonisés, achevaient de se corrompre et qui pendant huit jours enveloppèrent la ville d'une atmosphère pestilentielle. Ce fut une tâche d'autant plus pénible que les troupes étaient tenues constamment en alerte sur le front des camps. Deux engagements importants eurent lieu les 8 et 10 août pour refouler les cavaliers marocains qui enserraient le camp de trop près et en empêchaient l'installation. Ces deux engagements nous coûtèrent trois tués et dix blessés.

Le 15 août, débarqua le détachement espagnol à l'effectif de cinq cents fantassins, cent cavaliers et deux mitrailleuses sous le commandement du commandant Santa-Ollalla. Ils installèrent leur cantonnement dans l'intérieur des murs, mais ne firent aucun service, la police *intra muros* devant être faite par la France conformément à l'acte d'Algeciras. Vers le 30 août, ils établirent leur camp à la droite et un peu en arrière des lignes françaises, à 400 mètres à l'ouest de la porte Marrakech, mais ils ne participèrent à aucune des opérations de nos troupes.